



F  
S  
U

# Bulletin de la Section Départementale de Seine-Saint-Denis du SNU.ipp

Syndicat National Unitaire Instituteurs  
Professeurs des écoles - P.E.G.C.

Bulletin n°554 de Mai 2008

ISSN : 1250-3509



## Au mois de mai le ministre ne fera pas ce qu'il lui plaît !

**13 mai : rassemblements dans toutes les villes  
de Seine-Saint-Denis le matin entre 7 h 30 et 9 h.**

**15 mai : Grève nationale unitaire**

**18 mai : manifestation  
nationale pour l'école !**

**24 mai : mobilisation  
dans tous les départements**

*Toutes les indications  
pratiques concernant  
ces actions sur le site  
du SNU.ipp/FSU 93  
(heures et lieux  
des manifs,  
lettres aux parents,  
etc...).*

<http://www.snuipp.fr/93>



### Ce que nous voulons :

- **Des créations massives de postes pour faire face aux besoins de la population et pour rendre notre métier possible !**

En Seine Saint Denis, l'I.A. n'ouvre pas 94 classes au-dessus des seuils et ferme 47 classes malgré les seuils, les effectifs par classe sont trop importants, on manque cruellement de remplaçants, on a besoin de maîtres supplémentaires et de développer les RASED...

- **Des programmes aux contenus ambitieux pour tous les élèves.**
- **Du temps de concertation, pas du bricolage (transfert du samedi)**
- **Des enseignants supplémentaires les jours de classe, et pas pendant les vacances.**

### Ce que nous refusons :

- **La dégradation des conditions d'enseignement des élèves.**
- **La mise en concurrence des écoles, le travail pendant les vacances, les pressions continues, les évaluations incessantes, le chantier de déconstruction ouvert par Darcos, Fillon et consors.**
- **Le financement des classes privées par une ponction sur le budget de l'Education Nationale.**

## Appel à la mobilisation pour une politique éducative ambitieuse

Le budget 2008 qui sera appliqué à la prochaine rentrée est contesté par les élèves, les parents d'élèves, les personnels, les étudiants, les associations éducatives complémentaires de l'enseignement public et tous les partenaires de l'Ecole. Les mobilisations vont croissantes et portent l'exigence de moyens pour la réussite et la démocratisation du système éducatif.

Les 11200 suppressions de postes entraîneront des classes surchargées, rendant impossible le suivi individuel des élèves. Dans le second degré cela va conduire à des disparitions de formations et d'options et la fin de dispositifs pédagogiques et de soutien innovants.

Conjuguée aux retraits de moyens, la mise en place précipitée, sans réflexion préalable et sans concertation suffisante, du bac pro en 3 ans dans les LP, suscite des inquiétudes légitimes quant à la prise en charge des élèves en enseignement professionnel en particulier ceux qui sont en difficulté.

Dans le premier degré les projets de programmes traduisent une vision passéiste et rétrograde de l'Ecole, ainsi qu'un recul pédagogique et didactique. Ils remettent en cause les cycles et s'accompagnent d'une apparente volonté d'externaliser l'aide aux élèves en difficulté en rejetant la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles.

Ce budget de rigueur et les suppressions de postes concernent tous les secteurs comme l'Education nationale mais aussi l'Enseignement Agricole Public et tous les personnels, se traduisant par une aggravation des conditions de travail et un fonctionnement plus difficile pour notre système scolaire.

Les annonces budgétaires pour les prochaines années confirment que cette politique de régression en lien avec la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) pourrait s'installer dans la durée.

La transformation de l'Ecole implique une toute autre dynamique pour le système éducatif et pour les métiers de l'éducation.

Pour obtenir des budgets ambitieux qui permettent une transformation de l'Ecole.

Pour mettre en oeuvre une autre politique éducative mettant la réussite de tous les élèves au centre de ses préoccupations.

Les organisations signataires appellent à poursuivre et amplifier les mobilisations en cours :

- en organisant localement, dès la rentrée des vacances de Printemps, des rencontres entre parents, lycéens, personnels de l'éducation et responsables des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public pour mieux les informer.
- en développant dans la durée des actions s'opposant aux conséquences du désastreux budget 2008.
- par une journée nationale d'actions diversifiées le 15 mai jour prévu pour le Conseil Supérieur de l'Education qui devrait examiner les nouveaux programmes.
- par l'organisation samedi 24 d'une grande journée de mobilisations, de rencontres avec la population et de manifestations dans tous les départements.

**CEMEA, Cé, CRAP-Cahier pédagogique,  
FCPE, Ferc-CGT, FIDL, FSU,  
ICEM pédagogie Freinet,  
Jeunesse au Plein Air, Ligue de  
l'Enseignement, Sgen-CFDT,  
Sud éducation, Sud étudiant, Unef,  
UNL, Unsa Education.**

**Sommaire** : p.1 : Au mois de mai le ministre ne fera pas ce qu'il lui plaît !

p.2 : Appel à la mobilisation pour une politique éducative ambitieuse - p.3 : Le service public est notre richesse.

p.4 : Base-élèves / SCONET ; Projet de carte scolaire avec la L.D.H. - p.5 : Tous ensemble pour l'école publique.

p.6 : Ode des hontes aux logiques ; Réunion des retraités et futurs retraités.

p.7 : Ce que nous avons déjà fait cette année - p.8 : Manifestation nationale du 18 mai.

Directeur de la publication : F.COCHAIN - N° C.P. : 0610 S 07500 - Prix du N° : 1,50 € - Imprimerie Spéciale du SNU.ipp 93 - Bourse Départementale du Travail, 1 pl. de la Libération, 93016 Bobigny cedex, Tél. : 01.48.96.36.11., Fax : 01.48.96.36.80, Email : Snuipp93@wanadoo.fr - <http://www.snuipp.fr/93>. Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNU.ipp Seine Saint Denis. Conformément à la loi du 08.01.78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNU.ipp.

**Appel national :  
à signer par  
le plus grand nombre**

## **Le service public est notre richesse : Mobilisons-nous !**

**150 000 jeunes qui sortent chaque année sans diplôme du système scolaire, une crise du logement sans précédent depuis les années 1950, des inégalités qui se creusent de façon dramatique, des enjeux environnementaux colossaux, le défi démographique, l'innovation et la croissance à la traîne... Dans un tel contexte, chercher à accroître l'efficacité de l'action publique, c'est mieux mettre en oeuvre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.**

Cela exige que la satisfaction des besoins essentiels soit reconnue comme un droit fondamental. Cela implique le choix d'une société solidaire, la maîtrise des biens communs et l'activité efficace de Services publics indispensables au développement économique, social et culturel. Face à la montée des inégalités, ils sont garants de l'exercice effectif des droits. L'intérêt général a besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire et non de salariés interchangeables et corvéables à merci ; de solidarité et non de concurrence ; de stabilité et non de précarité ; de sens des responsabilités et non de docilité ; d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers. Toutes choses que le statut des fonctionnaires, mis en oeuvre depuis la Libération, a contribué à réaliser.

Mais ce n'est pas du tout ce à quoi nous assistons actuellement : de fusion en restructuration, d'externalisation en privatisation et de flexibilité en précarité, une vaste opération de destruction des fondements du Service public et de la Fonction publique s'accélère sous nos yeux. La «Révision générale des politiques publiques» (RGPP) est le plus récent développement de cette campagne dirigée par le gouvernement, encouragée par le patronat et menée par des cabinets privés. Elle s'attaque frontalement à l'ensemble de la Fonction publique d'État, Territoriale et Hospitalière. Comme déjà dans d'autres secteurs (Poste, EDF, télécommunications, transports...), cela signifie la détérioration organisée des services rendus au public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables, à la disparition de nombreuses autres.

Contrairement à ce qu'il prétend, le Président de la République n'a reçu aucun mandat pour remettre en cause ces acquis essentiels. Avec son gouvernement, il considère l'action publique comme une dépense, jamais comme une source de richesse. Creusant les déficits par sa poli-

tique fiscale, il veut réduire au maximum les dépenses d'intérêt général dans les secteurs de la famille, du logement, de la santé, de la solidarité, de l'emploi formation. Il refuse de répondre par des créations d'emploi à la situation critique de l'hôpital public. Il programme de nouvelles coupes claires dans les effectifs de fonctionnaires de l'État (160 000 suppressions en quatre ans). Il décharge l'État de nombreuses missions en les renvoyant vers les collectivités territoriales sans pour autant leur donner les moyens de développer de vrais services publics locaux et démocratiques, programmant le corsetage de l'emploi public territorial.

Comme l'a clairement résumé le Premier ministre le 10 octobre 2007 «La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnels, moins d'État sur son territoire».

### **NOUS NE L'ACCEPTONS PAS !**

Aux cotés des usagers, agents, élus, qui se battent quotidiennement pour le maintien et l'amélioration de services publics de proximité :

Nous sommes partisans d'une modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société.

Nous voulons une véritable démocratisation de la décision, du contrôle et de l'évaluation associant citoyens et agents.

Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable et pérenne des missions de service public.

Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense d'un intérêt général qui ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers.

Nous lançons un appel à une vaste mobilisation citoyenne pour mettre un terme à cette politique destructrice. Organisons un débat démocratique, sans a priori, sur les besoins en services publics, sur les rôles respectifs de l'État et des collectivités locales et la place des agents publics.

Contre la RGPP, rassemblons-nous autour des valeurs de solidarité, de justice et d'efficacité économique et sociale de tous les services publics.

**Pour signer la pétition en ligne : <http://service-public-notre-richeesse.fr>**

*Parmi les premiers signataires :* Jean-claude AMARA (Droits devant), Gérard ASCHIERI (Secrétaire général de la FSU), Annick COUPE (Porte-parole de l'Union syndicale Solidaires), Didier DAENINCKX (Ecrivain), Georges DEBREGEAS (Sauvons La Recherche), Bernard DEFAIX (Président de la Convergence nationale des Services Publics), Jean-pierre DUBOIS (Président de la Ligue des Droits de l'Homme), Jean-michel DUCOMPTE (Président de la Ligue de l'Enseignement), Pierre DUHARCOURT (Membre du CES), Jean-baptiste EYRAUD (Porte-parole de la Fédération Droit au Logement), Faride HAMANA (Président FCPE), Jean-marie HARRIBEY (Co-président d'ATTAC), Anicet LE PORS (Ancien ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives), Florian LECOULTRE (Président de l'Union Nationale Lycéenne), Mohamed MECHMACHE (Président d'AC Le Feu), Philippe MEIRIEU (Universitaire sciences de l'éducation), Catherine MILLS (Universitaire économiste), Patrick PELLOUX (Président AMHUF), Nicole QUESTIAUX (Ancienne ministre de la Solidarité nationale), Jack RALITE (Ancien ministre de la Santé - Etats généraux de la Culture), Yves SALESE (Fondation COPERNIC), Fodé SYLLA (Membre du CES), Bernard THIBAUT (Secrétaire général de la CGT), Aurélie TROUVE (Co-présidente d'ATTAC).

## Base-élèves 1<sup>er</sup> degré / SCONET 2<sup>ème</sup> degré

### Vers une action d'envergure pour exiger un débat public

*Et si la population était informée de ce que préconise le gouvernement en matière de partage et de transfert d'informations concernant les élèves et leurs familles ? Les choses se passeraient-elles aussi facilement ?*

Une réunion régionale s'est tenue le Mercredi 16 avril 2008 au siège de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH).

En présence du président et de membres de la LDH, de la FSU régionale, de la FCPE régionale et du SNUipp 93.

#### Les échanges ont porté sur :

- ce qu'il est possible/nécessaire de dénoncer en évitant les caricatures pour rester crédibles. Les problèmes les plus graves sont la sécurité, la centralisation et la partageabilité des données notamment avec les risques inhérents depuis le vote de la loi de prévention de la délinquance : les compétences des maires impliquent une connaissance de données nominatives contenues dans Base-élèves et SCONET (absentéisme et sanctions disciplinaires).
- les données facultatives introduisent une inégalité de traitement entre élèves, ce qui pose problème.
- la nécessité de traiter SCONET (dans lequel la mention sur la nationalité figure toujours) en même temps que Base-élèves. Les inquiétudes autour de la mise en œuvre des dispositions issues de la loi prévention de la délinquance et portant notamment sur l'absentéisme se confirment : dans la circulaire ministérielle en préparation, la collecte des données sur l'absentéisme est entièrement codifiée et la démarche éducative est niée. Il est à noter en ce domaine que ce sont les élèves du second degré qui sont d'abord concernés.
- le besoin d'outils communs dans un délai rapide concernant Base-élèves afin de permettre une mobilisation plus large des parents d'élèves, des élus et des citoyens... avant la généralisation complète de Base-élèves. Des initiatives communes sont pertinentes entre les congés de printemps et ceux de l'été. Nous pouvons au minimum exiger que le débat public ait lieu avant cette généralisation.

#### Relevé de décisions :

- Elaboration d'une plaquette régionale commune à la LDH, la FCPE, la FSU, plaquette d'informations sur Base-élèves à destination des parents d'élèves / population.
- Organisation commune de réunions publiques : une par département et une plus centrale.
- Elaboration d'une carte-pétition permettant une mobilisation plus large adressée soit au ministre de l'Education Nationale, soit au Président de la République (voir le projet de carte ci-dessous).
- Demande de CDEN dans tous les départements sur Base-élèves par la FCPE, le SNUIPP et la FSU en y associant les DDEN et les mouvements complémentaires de l'école (qui siègent dans ces instances).

**Nos enfants sont fichés, ne nous en fichons pas !**



Base-élèves (1<sup>er</sup> degré)  
SCONET (second degré)

Oui gérer efficacement une école, un établissement scolaire avec des outils modernes est une obligation. Mais les outils informatiques ne sont pas de banals instruments de gestion.

Les informations concernant les élèves, les familles peuvent-elles circuler sans information préalable des intéressés et sans garantie réelle des conditions de sécurisation des fichiers ? Peuvent-elles être centralisées et partageables ?

Pourquoi les directeurs d'école qui s'opposent à ce fichage sont-ils sanctionnés alors qu'aucune obligation légale ne peut leur être opposée ? Où et quand les décisions ont-elles été prises ?

Ces questions demandent réponse. C'est pourquoi nous exigeons l'ouverture d'un débat public.

Nom : .....

Prénom : .....

Ville de résidence : .....

Signature :

Projet de carte postale  
avec la Ligue des Droits de l'Homme

# Tous ensemble pour l'école publique, l'école de la réussite de tous les élèves

*Enseignants, parents d'élèves :  
S'informer, débattre... et agir !*

En février, mars, avril, le SNUipp-FSU a réuni plus de 3000 collègues dans 29 villes du département.

Des **réunions publiques** ont ensuite été organisées, en collaboration avec la FCPE : des centaines de parents d'élèves, d'enseignants, d'élus... déjà réunis à Bobigny, Blanc-Mesnil, Montfermeil, Pantin, Sevran, Tremblay...

**De nombreuses autres réunions publiques prévues en mai :**

le 5 mai à nouveau à Blanc-Mesnil, le 6 mai à Bondy, à Vaujours (pour Vaujours, Coubron et Montfermeil), le 9 mai à Bagnole, le 10 mai à Epinay-sur-Seine et à Bobigny, le 13 mai à Stains, aux Lilas et à Montfermeil, le 14 mai à Saint-Denis, le 16 mai à Sevran, le 17 mai à Pierrefitte et Villetaneuse, le 22 mai à Pantin, et des réunions en préparation à Drancy, La Courneuve, Montreuil, Saint-Ouen, Villepinte, Noisy-le-Sec, Aubervilliers etc...

*Les réunions publiques communes aux parents et aux enseignants s'organisent partout*

## **MONTFERMEIL : 200 personnes à la réunion organisée par le SNUipp**

Ce jeudi 17 avril 2008, nous étions près de 200 dont 175 parents ; 5 DDEN ; 2 élus de l'opposition de Montfermeil ; 15 enseignants dont les 5 directrices.

Nous avons abordé différents points :

- base élèves et le fichage des élèves : le débat a été très suivi, les parents se sont vivement manifestés contre sa mise en place et ont réclamé des actions à faire,
- les grands chantiers de déconstruction de l'école publique : nouveaux programmes, stages de rattrapage et suppression du samedi matin et de 2 heures d'enseignement,
- les fermetures de classes sur les écoles ZEP de la ville et plus largement la suppression massive de postes d'enseignants 1er et second degré.

Les parents ont été très satisfaits de cette initiative de débat et la possibilité pour eux de prendre de l'information et de comprendre tout ce qui se joue en ce moment. Ils seront présents le 6 mai à Vaujours pour une partie d'entre eux. Ils ont demandé à ce que cela s'étende aux autres écoles de la ville et très vite ils ont voulu savoir quelles actions mettre en place pour limiter les fermetures et manifester avec les enseignants leur attachement à une école publique de qualité. Il a été constitué un collectif de 20 parents volontaires pour se réunir après les vacances avec les enseignants et coordonner les actions.

En perspective les actions évoquées sont :

- manifestation jusqu'à la mairie de Montfermeil pour obtenir le soutien du maire contre les fermetures de classes...
- manifestation devant l'inspection départementale,
- demande d'audience au député Monsieur RAOULT avec manifestation parents/enseignants,
- demande d'audience à l'IA de la part des parents avec rassemblement parents/enseignants devant l'IA,
- participation à la manif du 18/05 et du 24/05 s'organiser pour emmener le plus grand nombre de parents,
- occupation d'écoles.

«Base élèves» : les parents veulent massivement renvoyer quelque chose au Président de la République et au Ministre de l' Education Nationale pour s'y opposer ; ça leur fait très peur.

## **COUBRON-MONTFERMEIL-VAUJOURS Maternelles / Primaires & Collège**

**A L'ATTENTION DES PARENTS D'ELEVES  
et ENSEIGNANTS  
DE LA CIRCONSCRIPTION**

Les associations de parents d'élèves de Vaujours FCPE et le SNUIPP section locale Coubron, Montfermeil, Vaujours organisent :

**une réunion débat le MARDI 6 MAI 2008  
de 19 h 30 à 21 h 30  
dans l'enceinte du COLLEGE HENRI IV  
de VAUJOURS**

pour sensibiliser les parents et apporter des réponses aux questions posées par les différents «chantiers de déconstruction» de l'école publique prévus dès la rentrée 2008 :

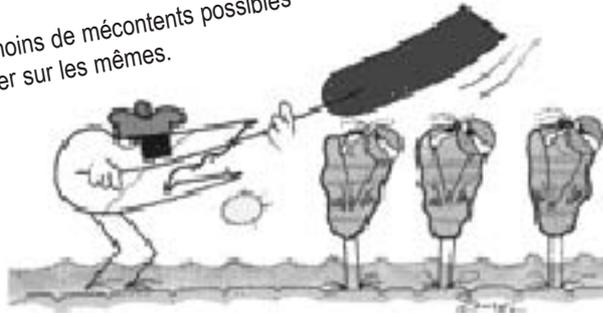
- la mise en place du «fichier BASE ELEVES» et ses inquiétantes utilisations,
  - l'accompagnement éducatif hors temps scolaire, les heures de soutien du samedi, les stages de remise à niveau pendant les congés scolaires...,
  - les «nouveaux» programmes du primaire et leurs conséquences,
  - les suppressions de postes, l'augmentation des effectifs par classe et la suppression des sections (de la maternelle aux filières professionnelles),
- Si vous êtes, comme nous, attachés à la réussite scolaire de vos enfants et soucieux du respect des principes d'égalité des chances, de gratuité et de la laïcité

**VOUS ETES INVITES A PARTICIPER  
A NOTRE REUNION PUBLIQUE  
POUR PRESERVER  
ET DEVELOPPER UN ENSEIGNEMENT PUBLIC  
DE QUALITE POUR TOUS LES ELEVES  
du 1er et du 2nd DEGRE**

## **TREMBLAY EN FRANCE**

250 personnes à Tremblay le vendredi 11 avril réparties sur plusieurs écoles. Les parents se sont montrés très mobilisés, notamment contre Base Elèves.

Pour qu'il y ait le moins de mécontents possibles  
il faut toujours taper sur les mêmes.



## Ode des hontes aux logiques

*(Sage remise à niveau d'une danse macabre ... qui ne ménage pas l'école !)*

*Des aires arides de connaissances,  
inspirent vieux frères en des errances,  
diffusent des airs en des cadences.  
Ère infernale en renaissance...*

*Au souffle d'une belle destinée,  
prêter avoir pour ce pare-être,  
il faut à vent d'autant promettre,  
qu'en toute vacance de maîtres,  
l'école, bien vite, soit nettoyée...*

*Si d'la poussière s'y manifeste,  
alors s'expose aux gestes prestes,  
d'agents ailés, à mots lestés,  
à forte tâche vite absorbés,  
tous frais comptés et concentrés,  
meilleurs produits pour ce marché...*

*En la galerie des taupes-modèles,  
sous les atours bien affichés,  
d'Emmanuelles estampillées,  
en vrais bons points, les images fusent.*

*Un souffle court pour qui n'a buse  
d'aspirations très personnelles...*

*Sur la Grand'Place d'un tel et-moi,  
prête-moi ta classe pour cette fois,  
ou ch't'y menace, règle de Troie :  
de perdre face en mon beffroi,  
de tomber froid sur le carreau,  
d'avoir à cœur, d'être capot !*

*L'heure à venir pourrait sonner  
de vieilles cloches réformées.  
Quant aux trompés d'la renommée,  
leur avenir pourrait s'boucher...*

*Dans ce beau-lit-d'improvisés,  
elles sont sauvages, les équipées !  
A fond la caisse bien assurée,  
et Fonce-Pilote, manche du ballet,  
car mène enjeu, sa muse auprès...*

*Qui donc en fait, fera l'effraie,  
d'une si chouette danse... du balai ?*

## Assemblée Générale «Retraités» et «futurs retraités»

*Tous les futurs retraités  
de l'année 2008 et les retraités  
des années passées sont conviés  
à une réunion*

**Mercredi 4 juin  
à 14 h**

Bourse Départementale du Travail  
1 place de la Libération à Bobigny  
(Salle de Commission n°3)

**Réservez votre après midi et  
venez nombreux avec toutes  
vos questions.**

«La manifestation du 15 avril fut très motivante  
puisque toutes les personnes présentes étaient très  
engagées et porteuses d'espoir pour la défense et l'amé-  
lioration de notre système éducatif.  
Nous avons participé à l'animation du cortège du 93.  
De plus, les jeunes (lycéens, professeurs des écoles)  
se sont mobilisés. C'est prometteur : en mai, Darcos ne  
fera pas ce qu'il lui plaît !».



Cyrielle, Elodie, Samira  
Ecole élémentaire Jules Vallès La Courneuve

# Les actions du mois de mai 2008 s'inscrivent dans la continuité de tout ce que nous avons déjà fait cette année

*Les représentants du SNU.ipp/FSU sont intervenus pendant les opérations de carte scolaire, au CTP et pendant les délégations de ville. Ils ont une démarche d'ensemble qui évite d'opposer les écoles les unes aux autres, l'I.A. promet aux uns au détriment des autres. C'est pourquoi, nous restons fermes sur les notions de règles départementales et des seuils à respecter, et nous refusons ainsi la déréglementation que le gouvernement a tant envie de mettre en place.*

*Pendant toute cette période, nous avons rencontré et accompagné lors d'audiences à l'I.A., toutes les catégories de personnels, directions d'école, conseillers pédagogiques, IMF, conseillers à la scolarisation, coordonnateurs REP pour faire avancer leurs revendications.*

***Agir en Mai, c'est une nécessité !***

*Agir tout au long de l'année, c'est se syndiquer !*

*L'action permanente, le contrôle régulier et l'information de la profession ne sont possibles que par la cotisation syndicale et la participation à la vie collective.*

**En mai,  
on continue  
pour l'école et  
les services publics,  
nous pouvons gagner !**

## Septembre 2007

- **Vendredi 7** : rassemblement devant l'I.A., jour du CTPD de «carte scolaire» (mesures d'ajustements) pour le respect des seuils.
- **Samedi 29** : rassemblement au gymnase Japy, à Paris, contre les franchises, pour l'accès aux soins pour tous.

## Octobre 2007

- **Vendredi 5** : réunion départementale des directeurs d'écoles sur l'action «direction et fonctionnement de l'école».
- **Samedi 13** : manifestation à Paris pour un financement solidaire de l'assurance maladie, contre les franchises.
- **Mardi 23** : 1<sup>ère</sup> réunion, action (gagnante !) pour le maintien de l'ISSR des collègues sur postes fractionnés.

## Novembre 2007

- **Mardi 20** : grève nationale unitaire des 3 fonctions publiques (d'Etat, territoriale, hospitalière) pour les salaires, l'emploi public, le service public, les missions et les statuts de la Fonction publique.

## Décembre 2007

- Motion LDH, FCPE, FSU, DDEN, FOL, JPA et CEMEA contre le fichier «Base-élèves» : 14 conseils municipaux du 93 votent une motion contre Base-Elèves.

## Janvier 2008

- **Jeudi 24** : grève unitaire nationale pour les salaires, l'emploi public et l'école de la réussite de tous ; rassemblement devant l'I.A. ; manifestation à Paris.

## Février 2008

- **Lundi 18** : rassemblement devant l'I.A. pour un plan de développement pour la Seine Saint-Denis, pour l'augmentation du recrutement.

## Mars 2008

- **Mardi 18** : grève et manifestation nationales pour le second degré, dans le 93 pour le 1<sup>er</sup> degré.
- **Vendredi 21** : rassemblement devant l'I.A., le jour du CTPD «carte scolaire» pour le respect des seuils ; action (gagnante !) pour le rétablissement des indemnités ZEP des collègues de RASED.
- **Mardi 25** : Le SNU.ipp/FSU 93 a réuni 150 EVS, AVS, CAE et mis en place un collectif.
- **Samedi 29** : manifestation pour les retraites FSU, CGT.

## Avril 2008

- **Vendredi 11** : meeting à la Bourse du Travail de Bobigny, pour une «opération vérité» sur l'école dans le 93, à l'appel de la FCPE, de la FSU, du SE-UNSA...
- **Samedi 12** : manifestation départementale, avec la FCPE pour un plan de développement pour la Seine Saint-Denis.
- **Mardi 15** : grève régionale 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés contre les suppressions de postes et le «chantier de déconstruction de l'école» du ministre Darcos.
- **Mercredi 16** : manifestation unitaire et nationale à Paris pour les salaires.

## L'éducation est un investissement ...



Contre la destruction du Service Public  
 Contre la sélection sociale à l'école  
 Contre les milliers de suppressions de postes  
 Pour le Service Public d'Education  
 Pour la réussite de tous les jeunes  
 Pour d'autres choix budgétaires

...pour l'avenir de tous !

L'Ecole a fait de grands progrès depuis 30 ans : le niveau de formation s'est considérablement élevé pour tous les jeunes mais les inégalités restent fortes.

Tous les jeunes n'ont pas les mêmes conditions de vie et d'études ; ils n'ont pas tous le même rapport aux apprentissages scolaires. L'Ecole doit aider les élèves qui en ont le plus besoin sans rien retirer aux autres.

**L'éducation n'est plus une priorité pour ce gouvernement.  
 De la maternelle à l'enseignement supérieur, son choix politique  
 est clair : renoncer à l'éducation pour tous !**

**N.Sarkozy** *«Dans l'Ecole que j'appelle de mes vœux...les élèves auront moins d'heures de cours... les enseignants, les professeurs seront moins nombreux».* (4/9/07, lettre aux éducateurs)

**F.Fillon** *«La réforme de l'Etat supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de service, moins de personnel, moins d'Etat sur son territoire».* (12/10/07, convention de rentrée des réformateurs de l'UMP)

**X.Darcos** *«Passer de 34 à 36 par classe ne changera rien à la réussite des élèves».* (8/4/08/ Libération)

*Des milliers de suppressions de postes cette année, des dizaines de milliers dans les années qui viennent... c'est à une attaque méthodique du service public d'éducation que nous sommes confrontés. Moins de postes, c'est moins d'école pour tous, moins d'aide aux élèves en difficulté, des classes de plus en plus chargées, une offre de formation moins diversifiée, une école plus ségrégative et plus inégalitaire...*

**Quels élèves, et combien,  
 resteront sur la touche ?**

**NE LES LAISSONS PAS FAIRE !**

*Pour une autre rentrée  
 et une autre politique éducative*

**Manifestation nationale à Paris  
 dimanche 18 mai**